

Burundi: 200 millions USD du FIDA pour le monde rural

PANA, 16/11/2009 Bujumbura, Burundi - Le Fonds international de développement agricole (FIDA) a financé huit projets de développement du monde rural au Burundi pour un montant global de plus de 200 millions de dollars US, apprend-on lundi de source diplomatique à Bujumbura. Ces projets ont, notamment, trait au programme de relance et de développement du monde rural, au programme transitoire de reconstruction post-conflit et à l'appui à la reconstruction du secteur de l'élevage.

Le montant global des 200 millions de dollars US n'englobe pas d'autres dons accordés au titre de son mécanisme d'aide aux pays sortant d'un conflit, a fait savoir à la presse, Hamed Haidara, chargé du portefeuille pour le Burundi et les Iles Comores au FIDA. Le Burundi sort progressivement de plus d'une décennie de guerre civile qui a littéralement ruiné l'économie nationale et au cours de laquelle le FIDA a été l'une des rares institutions à poursuivre ses programmes, a reconnu la ministre burundaise des Finances, Mme Clotilde Nizigama. Le projet le plus récent financé par le FIDA est celui d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles (PAIVA) d'un montant global de plus de 30 millions de dollars US, a encore fait savoir M. Hamed. Au niveau régional, le FIDA a donné, lundi, à Bujumbura, le coup d'envoi d'un atelier sur l'exécution de ses projets et programmes en Afrique australe et orientale pour une durée de quatre jours. L'objectif de l'atelier est d'améliorer la mise en œuvre des projets et programmes financés par le FIDA dans les deux parties du continent africain. Une centaine de représentants du gouvernement burundais, des responsables des projets et programmes financés par le FIDA, des experts du développement agricole et rural ainsi que des fonctionnaires du fonds participent à l'atelier de Bujumbura et discuteront de l'accès au marché, l'intégration de l'agriculture et de l'élevage comme moyen d'améliorer la productivité agricole pour répondre aux besoins des consommateurs et lutter durablement contre la pauvreté rurale.